

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 17 FÉVRIER 2025**

|   |             |         |
|---|-------------|---------|
| <b>NOMBRE D'ELUS<br/>METROPOLITAINS<br/>EN EXERCICE : 16</b><br><br><b>QUORUM : 9</b>   |             |         |
| PRESENTS  | REPRESENTES | ABSENTS |
| 15  | 0           | 1       |
| <b>OBJET DE LA DECISION</b><br><br><b>N° 25/73</b><br><br><b>PLAN LOGEMENT D'ABORD -<br/>CONVENTION POUR LA MISE<br/>EN OEUVRE DE LA<br/>DÉMARCHE D'OBSERVATION<br/>DYNAMIQUE ET DE<br/>PILOTAGE "SYNCHRO" SUR<br/>LE TERRITOIRE DE LA<br/>METROPOLE TOULON<br/>PROVENCE MEDITERRANEE -<br/>AUTORISATION DE<br/>SIGNATURE</b> |             |         |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Jean-Louis MASSON.

## DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/73

**BUREAU DU 17 FÉVRIER 2025**

**O B J E T : PLAN LOGEMENT D'ABORD - CONVENTION POUR LA  
MISE EN OEUVRE DE LA DÉMARCHE D'OBSERVATION  
DYNAMIQUE ET DE  
PILOTAGE "SYNCHRO" SUR LE TERRITOIRE DE LA  
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

**VU** la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 janvier 2021,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°24/11/269 du 29 novembre 2024 autorisant la signature avec l'Etat de la convention d'objectifs pour le Plan Logement d'Abord 2,

**VU** la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour la période 2024-2027, pour le Plan Logement d'Abord 2 Métropolitain,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'Habitat et de solidarité, la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement d'abord » et de ses actions,

**CONSIDERANT** que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

**CONSIDERANT** que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, l'Etat et la Métropole ont formulé un objectif de structuration et de mise en œuvre d'une observation sociale partagée et dynamique, dite « Démarche Synchro » visant à articuler les différentes sources d'information et outils existants à disposition des acteurs du territoire afin de créer une vision globale, exhaustive et dynamique de la situation sur le territoire en termes de besoins de logement et de relogement et qu'il a été choisi de confier l'hébergement et le copilotage de cet outil « Démarche Synchro » au Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) porté par l'association Itinova,

**CONSIDERANT** qu'il convient de régler, par la voie conventionnelle, les modalités pratiques permettant à Itinova de porter la solution technique et de co-piloter la « Démarche Synchro » dans le cadre de ses compétences d'observation du territoire,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-annexée.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de cadrage technique entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, l'Etat et l'association Itinova.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 février 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



|            |    |
|------------|----|
| POUR       | 15 |
| CONTRE     | 0  |
| ABSTENTION | 0  |

## CONVENTION-CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉMARCHE D'OBSERVATION DYNAMIQUE ET DE PILOTAGE SYNCHRO LIÉE AU LOGEMENT D'ABORD SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

### ENTRE

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, dont le siège est situé 107 Bd Henri Fabre, 83000 Toulon, représentée par le Président, désignée sous le terme « MTPM », d'une part

**L'Etat**, représenté par le Préfet du Département du Var, désigné sous le terme « DDETS », d'autre part

**Itinova – SIAO 115 du Var**, dont le siège est situé à Tour Part-Dieu, 129 rue Servient, 69003 LYON, représenté par le Directeur Général, dûment habilité à cet effet, désignée sous le terme « SIAO ».

### ÉLÉMENTS DE CONTEXTE ET PRÉAMBULE

Dans le cadre du plan Logement d'abord et de l'action de lutte contre le sans-abrisme sur le territoire, les partenaires institutionnels (l'Etat (la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités – DDETS), la Métropole Toulon Provence Méditerranée – MTPM -, et en collaboration étroite avec le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation du Var - SIAO -, porté par l'association Itinova) ont formulé un objectif de structuration et de mise en œuvre d'une observation sociale partagée et dynamique (démarche Synchrø).

### OBJECTIFS ET PRINCIPES DE LA DÉMARCHE D'OBSERVATION DYNAMIQUE SYNCHRO

#### Objectifs visés

L'observation dynamique territoriale visée consiste en un suivi mensuel des besoins et une mise en lien avec les réponses en termes de logement ou d'hébergement qui leur sont apportées. Cette démarche d'observation et de pilotage va au-delà de la logique d'indicateurs de suivi, telle que posée par le Ministère du Logement. Il s'agit d'une démarche visant à articuler les différentes sources d'information et outils existants à disposition des acteurs du territoire, afin de **créer une vision globale, exhaustive et dynamique de la situation sur le territoire en termes de besoins de logement et de relogement.**

### Portage de la démarche

Le portage de la démarche d'observation dynamique Synchrø s'inscrit dans le travail partenarial sur le territoire, dans le cadre de la politique du Logement d'abord, avec un **co-portage au niveau institutionnel par MTPM et la DDETS**.

Cette observation sociale dynamique doit être incluse comme un outil du service public de la rue au logement, en s'inscrivant dans les travaux de l'observatoire du SIAO. **Le portage opérationnel de la démarche est donc situé au sein de l'observatoire du SIAO, porté par l'association Itinova.**

### Principes et fonctionnement de la démarche

**La démarche Synchrø repose sur l'utilisation et l'intégration harmonisée, au niveau du SIAO, de l'ensemble des données disponibles concernant les besoins des ménages** sans domicile sur le territoire, information qui est collectée et détenue par divers acteurs. Un élément clé de la démarche est ainsi l'agrégation de l'ensemble de ces informations pour produire une vision globale et actualisée mensuellement de la situation sur le territoire en termes de sans-abrisme.

Les données utilisées dans le cadre de la démarche sont des données à caractère personnel. **La collecte et traitement de ces données s'inscrit dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), selon les modalités précisées dans le présent document.**

## **PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

### Conventions régissant la transmission et le traitement des données

**Une convention définissant les modalités pour la transmission, l'utilisation et la protection des données à caractère personnel sera établie entre le SIAO et chacune des organisations fournissant ces données** dans le cadre de la démarche.

### Finalité du traitement des données à caractère personnel

La finalité des traitements est l'obtention d'une observation dynamique et globale des besoins, pour le pilotage des actions dans le cadre du logement d'abord et le suivi de la réduction du nombre de ménages sans-domicile. La démarche s'inscrit dans l'amélioration continue des réponses apportées aux besoins des ménages sans domicile.

Dans ce sens, **la démarche Synchrø, et l'intégration des données sur laquelle elle repose, contribue à une mission d'intérêt public, ce qui constitue la base légale du traitement des données.** La finalité de ces intégrations est uniquement observationnelle et descriptive, et il n'y aura pas d'actions ou de décisions prises concernant des ménages individuels sur la base de cette observation et de l'exploitation de données correspondante.

### Modalité de transmission, de stockage et de traitement des données



**Le SIAO recevra chaque début de mois les données transmises par les organisations identifiées qui détiennent une partie de l'information concernant des besoins liés au logement** (fichiers transmis qui peuvent être des extractions d'outils de gestion, des tableaux de suivi sous format Excel, ou des exports de bases de données nationales).

**La transmission des données au SIAO se fera par le biais d'un outil sécurisé**, agréé par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, ou par le biais d'une boîte de dépôt, directement sur un **espace sécurisé du serveur du SIAO**.

**A réception, les données sont stockées par le SIAO dans un espace sécurisé du serveur de l'organisation**, avec un accès restreint aux seules personnes désignées de l'équipe projet portant la démarche Synchrø.

### **Rôles des partenaires et responsabilités**

Dans le cadre du traitement des données à caractère personnel pour la mise en œuvre de la démarche d'observation dynamique et de pilotage Synchrø, **les partenaires suivants sont considérés comme des responsables de traitement au titre du RGPD :**

- MTPM, territoire de mise en œuvre accélérée du logement d'abord, chef de file des politiques de l'habitat et porteur du FSL sur son territoire, participera à la prise de décision sur les grandes orientations de la démarche dans le cadre du comité de pilotage de la démarche, aura un rôle clé dans la mobilisation des acteurs locaux, et pourra articuler les travaux conduits dans le cadre de la démarche avec les différents outils et instances pilotées par MTPM ;
- DDETS, financeur des dispositifs d'hébergement et de logement adapté, participera à la prise de décision sur les grandes orientations de la démarche dans le cadre du comité de pilotage de la démarche, et aura également un rôle clé dans la mobilisation des acteurs locaux ;
- SIAO, outil central du service public de la rue au logement, interface partenariale qui permet de coconstruire les parcours d'accompagnement et d'accès au logement avec les autres parties prenantes, porteur d'un observatoire notamment dans le cadre de la Plateforme d'accompagnement LDA métropolitaine (PTFA-LDA), collectera les données de tous les fournisseurs de la données ciblées dans le cadre de Synchrø, sera en charge de leur consolidation et de leur mise à disposition, pourra proposer des analyses à mener sur les données collectées à MTPM et la DDETS, et participera à la prise de décision sur les grandes orientations de la démarche dans le cadre du comité de pilotage de la démarche.

Les données personnelles traitées par les Responsables conjoints font l'objet d'une transmission par le SIAO à l'Action Tank à des fins de consolidation des bases. Ce partage de données personnelles est encadré par une convention bilatérale conclue entre le SIAO et l'Action Tank. A ce titre, l'Action Tank agit en qualité de Sous-traitant au sens du RGPD pour le SIAO.

Les termes « Responsable du traitement » et « Sous-traitant », et « Personnes concernées » employés ont la signification qui leur est donnée par le RGPD.

Les Responsables conjoints du traitement doivent prendre toutes les mesures utiles pour garantir l'intégrité et la confidentialité de ces données, en s'assurant notamment que des tiers non autorisés n'y auront pas accès. Ces mesures seront déterminées en fonction des risques et seront à la fois d'ordre physique, logique, technique et organisationnel (sécurisation des locaux, armoires et postes de travail, gestion stricte des habilitations et droits d'accès informatiques, encadrement des opérations sous-traitées).

La démarche mise en œuvre contribue à une mission d'intérêt public, qui constitue la base légale du traitement. La licéité du traitement des données personnelles s'articule donc aux spécifications de l'article 6 du RGPD relatives à ce type de motif. Dans ce cadre, les personnes concernées ont la possibilité d'exercer leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition, et de limitation du traitement auprès du SIAO-115 du Var à l'adresse mail suivante : [contact@siao115var.com](mailto:contact@siao115var.com).

Les partenaires Responsables du traitement s'engagent à faire garantir les droits des personnes, notamment :

- l'information des personnes concernées sur les caractéristiques des activités de traitement conformément aux articles 12, 13 et 14 du RGPD.
- la gestion et l'effectivité des droits des personnes concernées conformément à l'article 12 du RGPD, et pour les droits énumérés aux articles 15 à 22 du RGPD.
- la réponse à toute demande de renseignement relative à la protection des données à caractère personnel, lorsque celle-ci implique l'exercice d'un droit au titre des articles 15 à 22 du RGPD.

Les responsabilités relatives aux droits des personnes concernées incomberont plus spécifiquement au SIAO, qui contractera une convention bilatérale avec chacun des partenaires fournissant des données dans le cadre de la démarche. Les modalités spécifiques permettant de garantir ces droits seront précisées dans chaque convention bilatérale.

La présente convention sera exécutoire à compter de sa notification et produira ses effets pour toute la durée du Plan Logement d'abord II, soit jusqu'au 31 décembre 2027. Toute modification de la convention au cours de cette période fera l'objet d'un avenant.

À Toulon, le

l'État,  
  
Philippe MAHE,  
Préfet du  
département du Var

MTPM,  
  
Jean-Pierre GIRAN,  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Itinova,  
Service Intégré d'Accueil  
et d'Orientation,  
  
Jacques DUPOYET,  
Président d'Itinova